

Communiqué de presse

ArcelorMittal : les syndicats alertent la Commission européenne sur leurs inquiétudes

(Date : 2 octobre 2018)

Au printemps dernier, ArcelorMittal a présenté un grand plan de désinvestissement pour répondre à la demande de la Commission européenne d'atténuer les risques de distorsion de la concurrence suite à l'acquisition de Ilva. L'annonce a été un énorme choc pour les travailleurs qui ne s'attendaient à un plan d'une telle ampleur : six sites et lignes de production sont mis en vente en Belgique, en République tchèque, en Italie, au Luxembourg, en Macédoine et en Roumanie avec plus de 15 000 emplois directs et des milliers d'emplois indirects impactés. Quatre mois plus tard, les représentants des syndicats et des travailleurs sont toujours dans l'ignorance, sans véritable information et consultation sur les potentiels nouveaux acheteurs. C'est dans ce contexte qu'une délégation syndicale européenne a rencontré, la semaine dernière, les services de la Commission européenne pour exprimer ses inquiétudes quant à l'incertitude qui pèse sur l'avenir des sites et des emplois ciblés.

Alors que depuis des semaines, des discussions ont lieu à huis clos entre ArcelorMittal et des acheteurs potentiellement intéressés, les sidérurgistes dont les futurs emplois dépendent du résultat de ces transactions, n'ont pas reçu l'opportunité d'être impliqués dans le processus de vente, ce qui représente une violation directe des droits fondamentaux des travailleurs.

Luis Colunga, Secrétaire général adjoint d'industriAll Europe, a déclaré que « *pour les travailleurs, être informés et consultés sur toute décision envisagée par une entreprise, notamment lorsqu'elle impacte leurs vies et intérêts de manière si significative, est un droit européen fondamental. Le manque criant de transparence de la part d'ArcelorMittal dans la recherche et la sélection d'acheteurs potentiels est inacceptable. Agissant au nom de tous les syndicats représentés chez ArcelorMittal, industriAll Europe réclame que les représentants des syndicats et des travailleurs soient impliqués pleinement et à temps dans le processus de vente, à savoir dès le début des discussions préliminaires avec les différents acheteurs potentiels. Que cela soit clair : nous refusons d'être mis face à un fait accompli et d'être informés uniquement une fois la sélection finale d'un potentiel acheteur faite.* »

Ce manque de transparence renforce encore les inquiétudes quant à la capacité d'ArcelorMittal et de la Commission européenne de respecter leur engagement à assurer la croissance et la viabilité à long terme des sites cédés. Lors de sa réunion avec les services de la Commission européenne, la délégation syndicale a insisté sur le fait qu'ArcelorMittal et la Commission européenne doivent être pleinement conscientes de leur responsabilité partagée quant à la garantie de l'avenir de chaque usine et ligne de production.

« *Notre position est sans équivoque sur ce point : nous ne laisserons pas la situation des sidérurgistes et des capacités de production en Europe être mise en danger à cause de règles obsolètes de la Commission européenne en matière de concurrence. L'avenir des sites d'ArcelorMittal doit être garanti et la transition vers un nouvel acheteur ne doit engendrer aucune perturbation,* » a déclaré Luis Colunga. « *Les travailleurs d'ArcelorMittal réclament en toute légitimité des informations et des garanties pour eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés. Ici aussi, nous demandons toute la clarté sur la manière dont ArcelorMittal et la Commission européenne comptent s'assurer que les nouveaux acheteurs exploiteront et développeront les sites de manière durable ainsi que sur les*

Communiqué de presse

mesures prévues si les nouveaux acheteurs ne parvenaient pas à maintenir la viabilité des sites à long terme ».

IndustriAll Europe suivra avec attention l'évolution de la situation sur chaque site et saisira toute opportunité de poursuivre le dialogue avec les services de la Commission européenne. Les inquiétudes des travailleurs ont également été relayées à la direction d'ArcelorMittal avec la demande de convoquer de toute urgence une réunion de dialogue social avec tous les syndicats concernés. Enfin, les syndicats représentés chez ArcelorMittal dans toute l'Europe continueront leur coordination transnationale sous l'égide d'industriAll Europe et envisageront d'autres actions dans les semaines à venir.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Aline Conchon, aline.conchon@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 54

Elsbeth Hathaway, elsbeth.hathaway@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 72

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.